

# Refusons la fin programmée de la santé publique !

La loi "Hôpital, patients, santé, territoires" (loi HPST) frappe l'ensemble de l'hôpital public et les établissements à but non lucratif participant au service public.

## De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de la loi dite **loi Bachelot**. Au prétexte de "prévention et santé publique" et "d'organisation territoriale", les seuls critères réellement examinés sont les **coûts**, la **rentabilité** et les **bénéfices rapportés par les activités**. Cette vision marchande s'accompagne d'une volonté de créer des "centres commerciaux de soins régionaux, spécialisés".



Cette politique est menée dans toute la France, et elle revient à :

**Détruire le secteur public de santé, en provoquant une restriction de l'offre de soins, une dégradation de l'aménagement du territoire et la privatisation des services publics de santé : Moins de spécialités médicales, Moins d'hôpitaux, plus éloignés, plus de cliniques privées, plus chères !**

Vous l'aurez compris, il s'agit de « **marchandiser** » la santé :

**L'important aux yeux des Evin et Bachelot ce n'est pas la santé publique ou les services de proximité, mais la comptabilité !**

Pour mener à bien cette tâche, la loi Bachelot a créé l'A.R.S, l'**Agence Régionale de Santé (ou « Agence de Régression Sociale »)** : l'instrument de la casse de la santé publique du gouvernement. Pour la région Ile de France, Claude Evin en est son fidèle serviteur.

## Qui est touché ? Nous tous !

Femmes enceintes, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, patients chroniques, accidents domestiques relevant de l'urgence... Nous sommes tous concernés par l'augmentation des distances et la raréfaction des offres de soins.

### Premiers signataires du collectif:

Alternative libertaire ; Attac 78 ; NPA 78 ; Solidaires 78  
et le Collectif 78 de Défense des Conventions Collectives du Social et du Médico-social

## La liste noire dans les Yvelines

▶ **A Plaisir** : 75 postes seront supprimés à l'hôpital gérontologique et médico-social (H.G.M.S), dont 40 "soignants" déjà supprimés pour personnes âgées dépendantes. **Menace de fermer le Centre Hospitalier Jean-Martin Charcot**, après une tentative de reconstruction catastrophique qui a déjà coûté des millions d'euros au contribuable.

▶ **A Poissy** : Fermeture du service de stomatologie de l'hôpital. Regroupement des urgences et de la réanimation au détriment de la sécurité des patients de l'Hôpital de Saint germain en Laye qui ne dispose plus de ces services. **Séparation des activités des blocs opératoires**: l'activité programmée sur un site, l'activité non-programmée sur l'autre !

▶ **A Saint Germain en Laye** : Compression des effectifs de la blanchisserie publique inter hospitalière en vue d'une privatisation.

▶ **A Chambourcy** : Stoppé net, le projet de construction de l'Hôpital intercommunal de Chambourcy, sous couvert d'une politique de rigueur et de retour à l'équilibre financier.

▶ **Au Vésinet** : Disparition des services techniques. En déficit de 800.000 euros, cet établissement transforme des modes d'hospitalisation pour réduire les coûts, et l'accompagne de menaces de suppression des services de cancérologie et de périnatalité.

▶ **A Houdan et Montfort l'Amaury** : Fusion inavouée pour mieux conduire des suppressions de postes et de services, accompagnées de mobilités forcées des personnels.

▶ **A Mantes la Jolie** : Fermeture du service de cardiologie interventionnelle et menaces sur d'autres services fragilisés. Mais un collectif local se bat avec acharnement depuis huit mois pour sa réouverture.

▶ **Les Urgences** : Tous les blocs opératoires fermés à partir de 24h00 avec centralisation sur l'hôpital Mignot à Versailles.

LA RÉFORME DE L'HÔPITAL PUBLIC  
EST-ELLE DANGÉREUSE ?



## C'est aussi tout le secteur médico-social qui est touché

**Passer de 35 000 associations médico-sociales à 3000!!! Pas question!**

Travailleurs sociaux, clubs de prévention, éducateurs, foyers, crèches... sont mis en concurrence, démantelés, rationalisés, et les services sont mutualisés pour réduire les dépenses publiques et augmenter les gains du secteur privé : les enfants en grande souffrance perdent leurs lieux d'accueil, les précaires leurs soutiens...

**Nous assistons à la marchandisation du travail social et médico-social et passons d'un modèle associatif (valeurs humanistes) à un modèle libéral (l'entreprise, l'argent), donc d'une logique des besoins à une logique des moyens.**

Les conventions collectives du secteur sont gravement attaquées: Au delà le but est de faire baisser la masse salariale (80% du budget de fonctionnement), nous assistons à une restructuration complète du secteur.

**Ces quelques exemples montrent à quel point il est nécessaire de coordonner toutes les forces sur le terrain pour défendre notre système de protection de la santé.**

## Ça n'est pas une fatalité !

Les victoires récentes des collectifs de défense des hôpitaux de Tenon et de Guéret montrent que la lutte paye et peut faire reculer le gouvernement. Ensemble, usagers, professionnels de la santé, par la convergence et l'élargissement de toutes les luttes locales nous formerons le rapport de force nécessaire pour gagner !

**Samedi 2 avril 2011 à Paris**  
**14H30 à Bastille**

**JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DANS TOUTES LES RÉGIONS**  
Organisée par la **Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**  
<http://www.coordination-nationale.org>